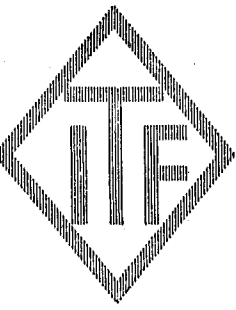




FASCISME

ORGANE DE LA FÉDÉRATION INTERNATIONALE DES OUVRIERS DU TRANSPORT
PARAIT TOUS LES QUINZE JOURS EN FRANÇAIS, ALLEMAND, ANGLAIS, SUÉDOIS, ESPAGNOL ET
HOLLANDAIS ET EN PARTIE EN ESPÉRANTO. LE PRIX DE L'ABONNEMENT EST DE FL. 4.- PAR AN (ET
DE FL. 2.- POUR LES MEMBRES DES ORGANISATIONS ADHÉRENTES À L'I.T.F. ET AUTRES ORGANISA-
TIONS OUVRIÈRES). S'ADRESSER POUR LES ABONNEMENTS: VONDELSTRAAT 61, AMSTERDAM, WEST



N° 1
7ème année

Amsterdam, le 7 janvier 1939.



Le pain est mauvais en Italie. (I.T.F.) Depuis que la dictature fasciste a (en automne 1937) interdit aux boulangers la vente

du pain de froment pur et décrété que la farine servant à la préparation du pain blanc doit comporter une certaine quantité de farine de maïs ou de légumineuses, les réclamations sur la qualité du pain ne tarissaient pas. Il est vrai que depuis l'introduction de deux types de farine et de la réadmission du pain "de luxe" coûteux, il n'y a guère plus eu de plaintes publiques sur le pain. Le pain "populaire" toutefois n'a été bon que pendant peu de temps. Le journal des organisation "ouvrières" italiennes "Il Lavoro Fascista" écrit (le 11 décembre 1938): " Nous continuons à recevoir des réclamations sur la qualité et le mode de confection du pain qui--ainsi nous écrit-on--n'est plus celui des premiers jours (du pain bon marché) alors que les prescriptions à ce sujet n'ont pas le moins du monde été modifiées."

Le beurre disparaît à Vienne. (I.T.F.) L'édition viennoise du "Völkischer Beobachter" se plaint (dans son numéro du

18 décembre) de recevoir de ses lecteurs des lettres qui, sans ambages, accusent le Reich de manger tout son beurre à l'Autriche, de "s'engraisser aux frais de la Ostmark" (l'Autriche). Le journal reconnaît qu'"il y a disette de beurre, que certains jours il n'y en avait en partie pas du tout..." et que " la production de beurre a été en décembre 1938 de plus de 50% inférieure à celle de 1937" mais ajoute que cependant ce n'est pas juste de prétendre que "les Boches bouffent tout le bon beurre de la Ostmark." puisque "à Vienne les provisions de graisse (insuffisantes! Réd.) sont relativement plus grandes que dans n'importe quelle autre ville du Reich". Ronchonner ne sert d'ailleurs à rien. L'article poursuit: "Nous ne choisirons pas le chemin facile d'importer du beurre. Les Viennois ont pu apprendre par les discours de Hermann Göring quel est à ce sujet le point de vue du Reich"--le Troisième Reich est le pays des "canons à la place de beurre". x décembre

Pour avoir des citrons, il faut être bon client. (I.T.F.) Un article de la "Nationalsozialistische Korrespondenz", reproduit par le "Kölnische Zeitung", écrit

que "dans bien des villes il est déjà devenu la coutume de ne vendre par exemple les oignons et les citrons qu'à celui qui achète en même

temps des choux ou d'autres légumes". Le journal rappelle que c'est là une pratique contraire aux principes de la "communauté populaire" nazie et par conséquent interdite. Néanmoins il constate que "aucun commerçant n'est obligé de vendre sa marchandise au premier venu". Il a le droit "en période de disette relative de réserver les marchandises rares pour ses clients réguliers"--ceux de ses clients réguliers qui achètent chez lui beaucoup et à bon prix.

Ces méthodes ne sont pas seulement pratiquées pour les légumes mais aussi pour les oeufs, la viande et d'autres articles "précieux". Les familles ouvrières, aux petites bourses n'ont qu'à s'en consoler. ("Kölnische Zeitung" N° 559 - 1938)

Autrichiens et Allemands des Sudètes (I.T.F.) Au moment où, dans la première semaine d'octobre, les troupes allemandes occupèrent les régions des Sudètes, quelque 100.000 ouvriers sudètes travaillaient dans le Reich. Une bonne partie de ces ouvriers s'étaient rendus en Allemagne, selon les instructions du parti des Allemands des Sudètes pour y prendre service dans le corps franc des Sudètes. On les occupa pour commencer surtout à la construction de routes d'importance stratégique et presque tous espéraient rentrer dans leur pays avec les troupes allemandes. Une cruelle déception les attendait. Le 1er octobre les troupes allemandes commencèrent à pénétrer dans la République tchécoslovaque, livrée en pâture aux Nazis; 10 jours plus tard Göring décréta (voir le "Angriff" du 11 octobre 1938) : " Les travailleurs sudètes occupés dans l'ancien Reich doivent demeurer dans leurs emplois actuels". Toujours encore, ces 100.000 travailleurs n'ont pas le droit de rentrer chez eux.

A l'endroit des ouvriers autrichiens les Nazis ont agi avec encore plus de rigueur. Les travailleurs sudètes étaient partis, du moins en partie, de leur plein gré en Allemagne mais après l'occupation de l'Autriche par les forces militaires allemandes, les Offices de placement avaient deporté en Allemagne des dizaines de milliers de chômeurs autrichiens. Presque tous les travailleurs autrichiens en ont leur souler des méthodes d'houspillage nazies et de la nourriture insuffisante; presque tous désirent rentrer. L'édition viennoise du "Völkischer Beobachter" écrit (le 22 décembre): "Des éléments de la main-d'oeuvre autrichienne placée dans l'ancien Reich ont à diverses reprises tâché de rentrer au pays natal... le rythme du travail, la préparation des patates (c'est-à-dire la nourriture inaccoutumée et mauvaise - Réd.) et d'autres choses encore, ne leur convenant pas... Céder devant ces tentatives signifierait que dans un court laps de temps, la majorité des Autrichiens occupés dans l'ancien Reich rentreraient chez eux. Les bureaux de placement de la Ostmark ont donc reçu l'instruction de réagir contre les retours injustifiés et de replacer immédiatement dans le Reich ceux qui rentreraient ainsi... Le retour au pays n'est permis que lorsque l'Office de placement de la localité où est occupé le travailleur déclare qu'il n'y a plus pour lui d'occupation". Les ouvriers autrichiens ne peuvent rentrer dans leur pays que lorsqu'il n'y a plus de travail pour eux dans aucun coin ou recoin de l'Allemagne. Les Nazis désirent empêcher que les ouvriers autrichiens ou sudètes ne racontent chez eux quelle est la situation véritable dans le "paradis" nazi.

*) (Pour les rédactions: C'est le directeur adjoint de l'Office national du placement qui évalue à 100.000 le nombre des Allemands des Sudètes travaillant en Allemagne au début d'octobre).

Le mouvement des ouvriers allemands (I.T.F.) Une ordonnance du Commissaire au travail pour la Silésie est caractéristique de la terreur dont les Nazis usent à l'égard d'ouvriers qui luttent pour de meilleures conditions. Ce fonctionnaire était autrefois président de l'organisation des cellules d'entreprise nationales-socialistes (N.S.B.O.), ersatz nazi des syndicats. Il agit à présent contre les ouvriers presque encore plus brutalement que les Commissaires issus de la bureaucratie ou des milieux patronaux.

En Silésie, comme pour ainsi dire partout dans le Reich, les ouvriers ont tenté de changer leur emploi pour une occupation mieux rétribuée. Afin d'enrayer ces mutations, bien des employeurs ont prolongé les délais-congés. Souvent les ouvriers, sans se soucier de cette mesure cherchaient simplement un autre emploi, d'autres travaillaient mal afin de provoquer un renvoi. "Aux fins de mettre un terme à toute extension de ces abus dans la région de Silésie" le Commissaire sus-visé a à présent ordonné: "Celui qui quitte son emploi sans avoir observé le délai

de préavis réglementaire....qui ne se présente pas à l'heure prescrite au travail pour lequel il s'est contractuellement engagé ou qui intentionnellement s'acquiesce mal de son travail....est passible de peines de prison et d'amendes -- ces dernières d'un montant illimité--ou d'une de ces deux punitions. Lorsque plusieurs préavis seraient applicables (préavis légal, ordonnance collective, ordonnance dans l'entreprise) c'est le préavis le plus long qui doit être observé". (Communications officielles du commissaire au travail pour la Silésie, du 25 novembre 1938).

En Allemagne des pulmoniques doivent charrier des pierres. (I.T.F.) Une affaire portée devant l'Office supérieur des assurances à Würzburg démontre comment les Nazis traitent les ouvriers malades: un ouvrier poitrinaire depuis 1932 ayant à plusieurs reprises été soigné dans des sanatoria et ne pouvant, sur recommandation spéciale du médecin être affecté qu'à des travaux légers, avait été contraint à faire de durs travaux dans la montagne. Il eut une rechute. -- L'Office supérieur des Assurances dut constater "que pour des pulmoniques de durs travaux de la nature de ceux qu'avait dû faire l'ouvrier -- préparer un sol rocheux pour la construction d'un chemin de fer de campagne-- sont, comme on sait, dangereux. Vue du point de vue médical son occupation au chantier dans le Rhön, spécialement avec le temps humide et froid qu'il faisait alors, ne convenait pas. On pouvait d'avance s'attendre à ce que son état de santé l'empêche bien vite de poursuivre le travail". -- Cela n'avait pas empêché les autorités nazies de l'envoyer travailler dans la montagne.

Les Nazis et les spiritueux. (I.T.F.) En Grande-Bretagne, en France et en Hollande, la consommation d'alcool a reculé ces dernières années, en Allemagne elle a augmenté.

Suivant un tableau publié par les "Deutsche Hotelnachrichten" (du 22 octobre 1938) la consommation d'alcool en Allemagne augmenta comme suit:

<u>Par an et par tête d'habitant</u>	<u>1931</u>	<u>1933</u>	<u>1935</u>	<u>1937</u>
Bière	60,4 l.	50,7 l.	58,0 l.	64,0 l.
Vin	5,2 "	3,6 "	6,2 "	6,7 " (1936)
Autres boissons alcooliques (à 32°)	2,1 "	2,4 "	3,0 "	3,6 "

La dictature nazie est intéressée à une augmentation de la consommation d'alcool. Durant le dernier exercice fiscal (1936/1937) l'eau de vie rapporta au Trésor public près de 250 millions de marks et en outre : l'ouvrier qui boit est plus docile...

Echec de la propagande pour augmenter la natalité. (I.T.F.) La propagande faite par les Nazis pour augmenter la natalité n'a pas eu les résultats espérés. Soucieux, le périodique nazi "Volk und Rasse" (N°8 1938) écrit que dans la période allant de 1934 à 1937 il n'y a même pas eu dans les jeunes ménages des villes bien que de la campagne, une seule naissance en moyenne par ménage.

Le premier médecin des écoles de la ville de Leipzig a à présent essayé de déterminer si la propagande nazie n'a pourtant pas eu un résultat, fût-il modeste. Il a fait une enquête pour savoir si du moins dans les ménages ayant un seul enfant, un deuxième enfant est né à la suite de la propagande. Une augmentation éventuelle du nombre des premiers-nés n'a pas beaucoup de signification, attendu que par exemple à Leipzig, les trois quarts des premiers-nés étaient des enfants conçus avant le mariage. Ce médecin a fait une enquête pour savoir combien des enfants nés dans les années 1929 à 1932, venant à l'école entre 1935 et 1938, étaient des enfants uniques et dans combien de familles de ces enfants il n'y avait plus eu de naissances depuis 1933, c'est-à-dire depuis le début de la dictature nazie. Dans le périodique médical "Deutsche Medizinische Wochenschrift" (N° du 18 novembre) il publie le résultat de ses recherches: " Le pourcentage des enfants uniques aurait sans doute dû considérablement baisser, si la propagande pour la natalité avait eu, fût-ce dans une mesure modeste, le résultat espéré. Le fléchissement de ce chiffre devrait être d'autant plus marqué que précisément dans les années écoulées, l'Etat a mené une action radicale contre les avortements et interruptions de la grossesse. Il s'est trouvé cependant que non seulement le pourcentage des enfants uniques n'a pas baissé, mais qu'il a même subi une hausse très nette de 29,8 à 32,3%. Parmi les enfants nés pendant les dernières années de l'Allemagne républicaine "plus de la

moitié sont après six ans encore des enfants uniques....abstraction faite de quelques exception dont le nombre est négligeable. Ceci equivaut à une volonté nettement déterminée de la part des parents -- parmi ces menages presque tous jeunes-- de ne pas augmenter à l'avenir le nombre de leurs enfants." Les femmes allemandes ne desirant plus mettre au monde d'enfants, quelle que soit la propagande des Nazis.

Les Nazis contre les coopératives (I.T.F.) Dans l'organe mensuel de l'Internationale des coopératives, le président de l'Association des coopératives de consommation allemandes dans la République tchécoslovaque,

chassé par les Nazis, écrit ce qui suit: " Dans la région des Allemands des Sudètes, un nouveau parti, le parti des Allemands des Sudètes, a été constitué en 1934 (Il s'agit du parti Henleiniste financé par Berlin-Réd.). En 1937, ce parti a commencé une lutte méthodique contre les coopératives de consommation. Il lança des instructions et en septembre 1937, une campagne bien organisée fut déclenchée brusquement contre le mouvement coopératif. Aucun moyen ne semblait trop mauvais et aucun mensonge trop grossier.... Le public était ouvertement invité à boycotter les coopératives.

Après l'occupation de l'Autriche en mars 1938, une nouvelle campagne commença. Les membres de la bourgeoisie furent ouvertement contraints à se retirer sous toutes espèces de menaces. Des centaines de femmes nous ont déclaré les larmes aux yeux: "Nous devons à notre regret quitter la coopérative qui nous est si chère, si nous voulons éviter d'être boycottées. D'autres nous ont dit que le fait d'être membre de la coopérative leur faisait du tort dans leurs relations, raison pour laquelle elles préféreraient se retirer.

Tous les membres des milieux bourgeois ont été enregistrés par les Nazis et on leur a dit que le jour où Hitler viendrait dans la région des Sudètes, ils devraient expier leurs méfaits. Celui qui achète à la coopérative n'est pas "allemand", il trahit son peuple et doit être exclu de la communauté populaire. Telles étaient les phrases dont on usait dans un but d'intimidation. En avril 1938, cette propagande anti-coopérative fut accentuée jusqu'au paroxysme.

Devant les magasins de vente des coopératives étaient postés des hommes qui notaient les clients-membres et les photographiaient même parfois. Plus d'une fois on arrêtait les acheteurs à la sortie du magasin en leur recommandant de ne pas acheter à la coopérative "internationale". Des employeurs et des chefs de service recommandaient à leurs ouvriers de se retirer des coopératives sous peine d'être congédiés du service. De petits artisans étaient privés de leurs commandes et les enfants de parents henleinistes injuriaient leurs camarades de classe qui allaient faire des achats à la coopérative. Les coopératives finalement n'avaient plus d'autre appui que les organisations ouvrières.

Au début de septembre il y eut des assauts contre les coopératives. Des façades étaient barbouillées, des vitres brisées, des employés amenés à faire acte de sabotage, des assemblées troubles. La nuit on épiait autour des immeubles des coopératives et on allait jusqu'à tirer, de sorte qu'une surveillance spéciale dut être exercée les derniers temps. A la mi-septembre, des régions entières près de la frontière allemande furent occupées par le corps de défense volontaire, troupe auxiliaire du parti henleiniste. Beaucoup de chefs de dépôt furent arrêtés par ce corps et leur magasin fermé.... Des camions chargés de marchandises furent enlevés avec le chauffeur!

Après la conférence de Munich qui livra la République tchécoslovaque à Hitler, rester plus longtemps dans la région des Sudètes aurait signifié pour bien des dirigeants de coopératives, une arrestation immédiate après l'occupation. Le camp de concentration aurait été le moindre mal qui eût pu les attendre, "la majorité aurait eu un sort bien pire ce qui amplement démontré par les nouvelles de ces dernières semaines. C'est pourquoi ces gens ont dû à la dernière minute se réfugier vers l'intérieur du pays. Les autorités policières les ont cependant officiellement invités à réintégrer les territoires des Sudètes occupés". C'est ainsi qu'ils durent émigrer à l'étranger.

L'organe de l'Association internationale des coopératives déclare nettement: "Aucune collaboration n'était possible avec les ennemis du mouvement coopératif, avec les destructeurs de la démocratie. Nous avons été contraints de nous élever contre ce système qui s'était assigné le but de détruire les coopératives."

*) traduit en français de l'édition allemande, l'édition française n'étant pas à notre disposition. -4-

"Quelques coopératives ont déjà été fermées dans le territoire des Sudètes. Plusieurs associations coopératives ont déjà dû donner le congé à leurs employés. Dans d'autres, la liquidation serait en préparation!"

L'argent des chômeurs passe au réarmement. (I.T.F.) La dictature nazie confisque au profit des armements une partie de plus en plus grande des sommes retenues sur les salaires et traitements comme cotisations à l'assurance-chômage. Pendant l'exercice 1937/1938 près des 2/3 des recettes de la Caisse nationale pour le placement et l'assurance-chômage durent être remises à l'Etat aux fins d'être affectées au budget ordinaire et pendant le premier semestre de l'exercice en cours, déjà plus des 3/4! Sur 939 millions, 177 millions seulement ont été dépensés pour les buts auxquels ils avaient été destinés.

(Pour les redactions: Voir pour les années 1933 à 1937 la notice dans le numéro du 10 octobre 1931.)

Les ouvriers des travaux forcés dupés par Göring. (I.T.F.) Lorsqu'en juin 1938 Göring décréta que tous les Allemands devaient faire une période de travail obligatoire il ajouta la promesse que chacun pourrait, après s'être acquitté de son "service obligatoire", retourner à son ancien emploi. Les employeurs devaient leur garder leur place de façon que l'homme appelé à faire ce travail obligatoire ne perde ni ses droits au congé annuel ni le délai-congé afférent à son ancienneté.

A présent toutefois plusieurs employeurs ont déclaré tout simplement n'être pas en mesure de reprendre à leur service les ouvriers appelés à travailler aux fortifications. Göring céda devant leurs prétentions rompant la promesse formelle donnée. Par une ordonnance du 14 novembre 1938 le chef du placement de main-d'oeuvre dans le cadre du plan quadriennal a annoncé que les employeurs ont le droit de refuser de reprendre d'anciens salariés ayant dû faire une période de travail obligatoire. Les bureaux de placement devront alors dans la mesure des possibilités placer les intéressés dans un autre emploi.

Ainsi les ouvriers dupés perdent le droit à un congé annuel plus long ou le délai-congé plus favorable acquis souvent après de longues années de présence.

Surprise de Noël! (I.T.F.) Plus de 36.000 ouvriers appelés à faire du travail obligatoire peinent, côte à côte avec les hommes du service du travail journalièrement pendant au moins 10 heures et souvent de 14 à 16/le long des frontières hollandaise, belge, française et suisse. /heures à la construction de fortifications

Depuis octobre on chuchotait dans les camps où sont casernés les ouvriers venant de toutes les parties d'Allemagne, qu'il y aurait une grande surprise à Noël. Vers Noël, au début des grands froids, on apprit en quoi consisterait cette surprise: chacun des ouvriers reçut à l'occasion de Noël un album avec des images idylliques, muni d'une dédicace d'Hitler imprimée, et en même temps la communication que du 22 décembre au 3 janvier les travaux seraient arrêtés. A part un petit nombre qui resterait dans les camps pour la surveillance, les ouvriers seraient mis en congé. Or cette forme de congé, à la mode des Nazis, plaît beaucoup aux employeurs qui, pendant le congé, n'ont pas besoin de payer le salaire. Les ouvriers eux, ne touchent pas d'allocation de chômage parce qu'ils ne sont qu'en "congé" et non pas sans emploi et ils ne peuvent pas entre-temps chercher un autre travail car tous leurs papiers restent au bureau du chantier. * de la construction des fortifications

Les ouvriers ainsi mis en congé ont touché un paiement pour les jours du voyage d'aller et retour et pour le deuxième jour de Noël à raison de 10 heures de travail par jour mais on a immédiatement retenu sur cette somme, pour impôts et cotisations obligatoires, le montant de 7 à 8 heures de salaire. Pour les 10 jours restants les employeurs n'ont pas eu à payer un centime de salaire. Les ouvriers devaient se tirer d'affaire avec le maigre secours que l'Office national de l'assurance-chômage paie à tous les ouvriers des travaux de terrassement mis en congé pour les jours de fête de fin d'année, à savoir 1 mark 50 par jour aux célibataires et 2 marks 25 aux hommes mariés; aucun supplément n'est versé pour les enfants.

Plusieurs employeurs ont payé de petites gratifications de Noël mais les autorités nazies ont veillé à ce qu'elles ne dépassent guère le montant d'un pourboire, suffisant tout juste "pour passer quelques bonnes heures" ("Nazionalzeitung" Essen, N° du 18 décembre).

Ce misérable secours était payé aux ouvriers avant leur départ des lieux du travail mais lorsque, le 30 décembre, la radio et la presse leur eurent appris "qu'en raison du gel" le travail ne serait repris que quinze jours plus tard, les ouvriers n'avaient pas le droit de toucher à l'office de placement le secours dû pour cette quinzaine. Les autorités voulant empêcher que les travailleurs d'une même région, travaillant dans des chantiers différents, ne se rencontrent lors de la paie et échangent des impressions et des expériences, obligèrent les malheureuses familles des ouvriers à acheter à crédit chez le boulanger et l'épicier. Si ceux-ci refusent de livrer à crédit les familles n'ont qu'à avoir faim et se consoler du livre d'images.

(Voir pour les circulaires de l'Office national de l'assurance-chômage le "Angriff" du 31 décembre.)

Le service du travail des (I.T.F.) Depuis février 1938, les jeunes filles jeunes allemandes et femmes allemandes de moins de 25 ans qui voulaient travailler comme employée ou ouvrière dans l'industrie du vêtement, l'industrie du textile ou dans celle du tabac ne pouvaient être engagées qu'à condition de remettre la preuve "d'avoir travaillé pendant au moins un an dans l'agriculture ou dans le ménage". A partir du 1er mars 1939 cette stipulation sera applicable à toutes les professions. Toutefois les jeunes filles et jeunes femmes ne se destinant pas à un travail salarié n'auront pas besoin s'acquitter cette année du travail des champs ou dans la cuisine d'autrui. Pouvait-on s'attendre à autre chose après 6 années d'expériences de la "commune populaire" nationale-socialiste?

(Pour les rédacteurs : Voir le "Angriff" des 2 et 3 janvier 1939. Quant à la résistance contre ces mesures voir la notice dans le numéro du 10 décembre, page 158)

Il y a trop peu de mousses (I.T.F.) Le "Deutsche Allgemeine Zeitung" écrit: "Quelque 5.000 mousses travaillent dans la navigation intérieure allemande qui occupe de manière directe sur différents terrains environ 55.000 personnes. Nous aurions toutefois besoin de près de 7.000 mousses".

S'il y a trop peu de mousses, cela s'explique par les conditions de travail existant dans la navigation intérieure allemande.

La duperie du "Secours d'hiver" (I.T.F.) Des ouvriers hambourgeois nous renseignent sur l'indignation qui règne parmi les travailleurs du port et des grandes entreprises au sujet de la duperie du Secours d'hiver. Bien que la somme retenue sur les salaires au profit du Secours d'hiver soit identique à celle des années passées, et qu'il y ait encore bien plus de quêtes de Nazis en uniforme dans la rue et à domicile, l'oeuvre de Secours d'hiver ne distribue pour ainsi dire rien cette année. Ces dernières années les indigents hambourgeois qui s'adressaient au Secours d'hiver ont toujours reçu sinon beaucoup, du moins quelque chose. Cette année il y en a bien peu qui touchent quelque chose et cela seulement dans des cas d'extrême urgence. Les Hambourgeois disent: "Après l'occupation de l'Autriche et des régions des Sudètes, la situation devait s'améliorer. C'est le contraire qui s'est produit. Là-bas les gens ont encore moins à manger qu'avant et à présent le secours d'hiver envoie tout en Autriche et aux Allemands des Sudètes pour que ceux qui sont retournés "au sein de la mère-patrie" voient que les Nazis sont de chics types.

A Vienne le Secours d'hiver a distribué à Noël des bons de charbon mais on n'a pas pu obtenir à temps le charbon auquel ils donnaient droit, la Reichsbahn ne disposant pas d'assez de wagons pour assurer l'approvisionnement de Vienne en charbon.

Salaires allemands- tissus allemands. (I.T.F.) Un correspondant du quotidien hollandais "Nieuwe Rotterdamse Courant" écrit de Berlin (N° du 31 décembre) "Une personnalité dans la confection allemande nous a raconté que si avant la guerre un ouvrier pouvait pour une semaine de salaire s'acheter un bon costume, à présent le salaire de deux semaines ne le lui permet pas... Cela fait peut-être bonne impression d'entendre affirmer que le prix des draps de lit n'a pas augmenté. Mais la mère de famille qui autrefois pouvait indéfiniment laver ses draps et doit constater à présent avec chagrin qu'après quelques lavages ils se déchirent, sera sans doute d'un autre avis. Ceci démontre bien que l'on doit prendre avec une certaine réserve tous les chiffres officiels (allemands) sur l'indice du coût de la vie.

LES OUVRIERS DES TRANSPORTS SOUS LE FASCISME.

La Reichsbahn fait des tracasseries (I.T.F.) Il est caractéristique pour a son personnel.----- l'esprit de "communauté nationale-socialiste" régnant à l'heure qu'il est à la Reichsbahn allemande, que lors d'une réunion de la section de l'Union des fonctionnaires pour la propagande nationale-socialiste parmi le personnel des chemins de fer, un des orateurs officiels a dû constater ouvertement: "Les directions régionales de la Reichsbahn ont à plusieurs reprises (!) reçu l'instruction de veiller à une application stricte du règlement sur les heures de travail et de tendre à éviter des mesures mesquines ressenties par le personnel comme des tracasseries" ("Reichsbahn-Beamten-Zeitung" 27 novembre 1938). Or, suivant l'orateur nazi, ces instructions réitérées n'ont pas eu l'effet voulu.

Effervescence parmi le personnel (I.T.F.) Suivant la loi nazie sur des tramways allemands.----- l'ordonnance du Travail national, les directions de toutes les entreprises de tramways allemands devraient instituer des "Conseils de confiance" et consulter ces Conseils choisis par elles dans toutes les questions importantes touchant le personnel. Les décisions toutefois seront prises par la direction, indépendamment des désirs des hommes de confiance. C'est pourquoi bien des directions considèrent la création des Conseils de confiance comme une dépense coûteuse et bien superflue; elles sont d'avis, que l'on n'a pas du tout besoin des Conseils de confiance... que leurs membres feraient mieux de travailler que de se préoccuper d'autre chose. Pendant les heures de service on ne leur accorde pas même le temps de penser à des choses sérieuses". Lors d'une session de la section corporative "Energie-Communications-Administration" du Front allemand du travail le dirigeant berlinois pour les questions de trafic exprima une opinion toute autre en reconnaissant toutefois implicitement que ces hommes de confiance des directions ne sont pas des défenseurs des intérêts des agents des tramways, comme l'étaient jusqu'à la dictature nazie les délégués du personnel librement élus par celui-ci. Selon lui les hommes de confiance avaient bien une tâche, celle de "collaborer au maintien de la paix intérieure et à la formation de saines opinions politiques. De la sorte, ils nous rendent de meilleurs services qu'en passant plusieurs heures devant l'étau". Toutefois cet orateur a avec regret du constater que les hommes de confiance nazis ne sont pas tous prêts à se laisser employer pour moucharder leurs camarades et que plusieurs d'entre eux s'emploient pour faire aboutir des revendications du personnel. Il réclame qu'on intervienne contre ces Nazis "oublieux de leurs devoirs": "Nous ne désignons pas les citoyens dans les Conseils de confiance pour que là où il y a de l'agitation ils laissent en surgir davantage ou ils créent mais leur devoir est de supprimer les foyers de troubles".

Les agents des tramways allemands ne sont donc pas devenus jusqu'ici des Nazis enthousiastes, même pas au dire des orateurs du Front du travail. Car si des Nazis ayant fait leurs preuves créent des troubles....cela en dit long!

("Arbeit und Staat" édition "Schiene und Autobahn".-Le rail et l'autostrade -, organe mensuel de la section "Energie-Verkehr-Verwaltung" du Front du travail, N° du 20 décembre 1938)

En Allemagne la vie d'un ouvrier (I.T.F.) Ces dernières années il y a né vaut pas cher.----- de plus en plus fréquemment des maladies parmi les travailleurs des transports allemands occupés à l'emmagasinage, au chargement et au transbordement de scories Thomas; beaucoup d'entre ces ouvriers sont morts. Les Nazis en effet ont de manière irresponsable assoupli les dispositions de protection ouvrière. Les scories Thomas sont un engrais apprécié à cause de leur forte teneur en phosphore. Vu que la poussière fine et tranchante des scories Thomas mouluées crée une fois aspirée de graves lésions aux poumons, il avait été stipulé en Allemagne que cette farine ne pouvait être transportée que dans des sacs solides en jute. En 1934 toutefois, les Nazis ont permis qu'on se serve également de sacs en papier; le jute doit être importé et coûte donc des devises. En toute quiétude les Nazis sacrifient la vie et la santé des travailleurs pour économiser des devises. Depuis le 15 novembre la hauteur des piles de sacs entassés peut atteindre 5 mètres contre 3 m.1/2 auparavant, ce qui compromet davantage encore la santé des ouvriers. (Voir aussi la notice dans le numéro du 2 avril 1938, page 41.)